



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 280
(Privé)

Loi concernant Compagnie Trust Royal

Présentation

Présenté par
M. Jacques Chagnon
Député de Saint-Louis

Éditeur officiel du Québec
1993

Projet de loi 280

(Privé)

Loi concernant Compagnie Trust Royal

ATTENDU que Compagnie Trust Royal (ci-après appelée la « Société ») est une société de fiducie qui a été constituée par la Loi constituant en corporation la compagnie dite « The Royal Trust and Fidelity Company » (1892, chapitre 79);

Que la loi constitutive de la Société a été modifiée subséquentement par le chapitre 80 des lois de 1892, le chapitre 67 des lois de 1895, le chapitre 76 des lois de 1900, le chapitre 73 des lois de 1906, le chapitre 96 des lois de 1927, le chapitre 104 des lois de 1929, le chapitre 145 des lois de 1952-1953, le chapitre 169 des lois de 1956-1957, le chapitre 110 des lois de 1964, le chapitre 133 des lois de 1966-1967 et le chapitre 108 des lois de 1969;

Que, conformément à la Loi concernant Compagnie Trust Royal (1990, chapitre 99), des lettres patentes de continuation ont été émises à la Société le 27 décembre 1990;

Que la Société est maintenant régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01);

Que la Société désire être prorogée comme société sous le régime de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (L.C., 1991, chapitre 45);

Que la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt permet la délivrance de lettres patentes de prorogation à une personne morale non constituée sous le régime d'une loi fédérale si les règles de droit en vigueur sur le territoire de constitution de la personne morale l'autorisent à en faire la demande;

Qu'il n'existe pas actuellement de disposition législative autorisant une société de fiducie régie par les lois du Québec à demander la délivrance de telles lettres patentes;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Société est autorisée à demander au ministre des Finances des lettres patentes de prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (L.C., 1991, chapitre 45).

2. À la date indiquée dans les lettres patentes de prorogation, la Société cesse d'être régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., chapitre S-29.01) et devient une société comme si elle avait été constituée sous le régime de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt.

3. Au cas de défaut par la Société de présenter, dans les 60 jours de l'adoption de la présente loi, une demande de lettres patentes de prorogation en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt, elle devra pour ce faire obtenir le consentement écrit de l'inspecteur général des institutions financières.

4. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.